



Les Agences et Opérateurs de l'État en lutte

Le 12 décembre 2025,

À l'attention de mesdames les députées, messieurs les députés,

Courrier des Agences et Opérateurs de l'Etat en lutte : Au nom de la préservation de l'environnement et de la santé des Français.es, de la transition écologique, sociale et sanitaire dont notre pays a plus que jamais besoin, le collectif des Agences et Opérateurs de l'Etat en lutte vous enjoint à ne pas voter le PLF et le PLFSS de 2026.

Mesdames les députées, messieurs les députés,

Le 26 novembre 2025, les syndicats CGT d'une quinzaine d'agences environnementales, sanitaires et sociales se sont réunis en assemblée générale et ont voté à l'unanimité la motion suivante :

« Non à l'austérité et au budget 2026. Nous exigeons des moyens supplémentaires pour nos missions et nos salarié·es. Nous refusons la précarisation de nos métiers, nous refusons le sacrifice du bien commun sur l'autel de l'accumulation du capital. »

Le budget 2026 représente une menace sans précédent pour nos structures. Les coupes annoncées frappent de plein fouet les agences environnementales et sanitaires, ainsi que leurs sources de financement. Sous couvert de rigueur, le PLF 2026 impose 4,7 milliards d'euros « d'efforts » aux collectivités, soit deux fois plus que l'année précédente, et dont l'impact pourrait, selon certains spécialistes, dépasser les 8 milliards d'euros. Cette logique d'austérité ne se limite pas aux collectivités : le budget de l'Écologie subit une nouvelle réduction de 1,7 % par rapport à 2025, après avoir été l'un des postes de dépense les plus touchés par les économies lors du dernier exercice budgétaire.

Le Sénat a déjà voté des réductions budgétaires ciblées, aggravant encore la précarité de nos opérateurs publics. L'Office français de la biodiversité (OFB) perd ainsi 26 millions d'euros, l'ADEME perd environ 25 % de son budget hors fonds chaleur tandis que l'ONF, déjà privé de 40% de ses effectifs en 20 ans, doit supporter la suppression de 37 ETP supplémentaires en 2026 ! L'enjeu est pourtant majeur alors que la pérennité même de nos forêts est fragilisée par le changement climatique. Par ailleurs les Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) sont menacés dans toute la France, et ont déjà perdu en moyenne 12% de leurs effectifs en 18 mois. L'ANCT pour sa part voit ses effectifs encore fondre de 30 ETP (-15% en deux ans) alors que cette agence porte notamment les politiques à destination des territoires dont les 8 millions d'habitants sont les plus pauvres et/ou isolés de notre pays. Enfin, ce sont 3,6 milliards d'économies annoncées sur la santé pour 2026, avec toutes les conséquences que cela aura pour nos concitoyen.nes comme pour nos structures.

Cette austérité frappe des agences et des opérateurs déjà exsangues après des années d'affaiblissement : en adoptant ces budgets, vous porteriez un coup fatal à l'expertise publique d'acteurs essentiels à la transition écologique, sociale et sanitaire dont notre société a tant

besoin. Pourtant, des marges financières existent. A l'inverse, sacrifier ces acteurs, c'est renoncer à l'intérêt général et organiser l'inaction publique dont le coût sera bien supérieur.

Pour l'ensemble de ces raisons, le collectif des Agences et Opérateurs de l'Etat en lutte vous demande de voter contre le PLF et le PLFSS de 2026.

Nous vous remercions d'avance de l'attention portée à ce courrier et nous tenons à votre disposition pour toute rencontre éventuelle avec votre groupe parlementaire.

Signatures : *CGT L'Institut Paris Region, CGT-IGN, section Anses de la CGT Agri, CGT Environnement, OFB et Parcs Nationaux, SNPAE – CGT, CGT ADEME, CGT Muséum, CGT ANDPC, CGT-ANCT, CGT-Foret syndicat de l'ONF, CGT CAUE, CGT Anah, CGT Météo France*

Pour toute demande, vous pouvez vous adresser à :

Léo MARIASINE	CGT de L'Institut Paris Région	06 03 39 24 46
Olivier LEDOUBLE	CGT Environnement, OFB et Parcs Nationaux	06 33 19 64 50
Vincent SANCHEZ	CGT du personnel de l'Anses	06 66 13 03 75
Brian PADILLA	CGT Muséum	06 64 34 39 71
Brice VIRLY	CGT du personnel de l'IGN	06 07 29 86 41
Loukas BENARD	CGT-Foret syndicat de l'ONF	06 25 09 49 12